



Communiqué

***Difficultés transports/intempéries
et conclusions ministérielles des tables rondes :
L'écran de fumée ne permettra pas le dégel !
La CGT rendra public son retour d'expérience.***

UN DEBAT PUBLIC S'IMPOSE

Le Gouvernement vient de tenir et médiatiser les deux Tables Rondes annoncées. En refusant la parole aux salariés par la non invitation de leurs organisations syndicales, il vient, une fois de plus, de montrer son visage sur le dialogue social. Présenter la méthode comme innovante est en conséquence scandaleux !

En l'absence de ceux qui, avec beaucoup de dévouement, ont fait fonctionner les transports dans le contexte des moyens et organisations existants, cette parodie n'a aucune légitimité !

D'une volonté d'affichage politique, d'une approche dénuée d'objectivité, d'un regard très réducteur, il ne pouvait ressortir de l'exercice qu'une montagne qui accouche d'une souris.

D'autant que déjà très superficiel et réducteur, le rapport du Conseil Général de l'Environnement et du Développement, qui a servi de support, est expurgé des 2/3 de ses propositions dans les mesures annoncées. Il osait effleurer la déstructuration des organisations.

Ce fait n'en marque pas moins la gestion impossible par le Gouvernement des contradictions entre son dogme libéral et de déréglementation d'une part, et d'autre part l'impérieuse nécessité de revisiter les organisations de production et de gouvernance et les moyens alloués.

Revenir à une capacité à faire face au mieux aux situations perturbées en toute saison, à une continuité du service public et à des transports de qualité, passe obligatoirement par là. D'ailleurs, si minimales soient elles, les mesures annoncées tombent de fait en contradiction avec les choix budgétaires arrêtés. Elles sentent, même à ce niveau ridiculement faible, l'arlésienne.

Les salariés qui subissent la situation sur leurs conditions de travail, se sentent agressés par un Gouvernement et des Directions d'Entreprises qui, après avoir déstabilisé le système, tiennent des propos portant atteinte à leur professionnalisme.

Leur désolation de ne plus pouvoir correctement rendre un service public, de transport et d'infrastructures, fiable et de qualité, est grande.

Ils sont des acteurs incontournables. Avoir refusé leur présence et tiré des conclusions sans eux, est un mépris inimaginable et indigne. Dans l'exercice normal d'une démocratie, la démocratie sociale n'est pas une annexe.

Les usagers et la population ne se laisseront pas tromper par cette méthode. Ils attendent des réponses et pas seulement en cas d'intempéries qui, au fond, sont le révélateur d'une désorganisation globale.

La CGT ne laissera pas faire. Avec les salariés concernés qui ont vécu la situation, souffert avec les usagers sur le terrain, elle construit un retour d'expérience. La CGT rendra public un mémorandum dans les jours qui viennent.

Nous sommes devant un problème global qui pose la question des sous-investissements, des réductions des politiques publiques, de la déstructuration du système de transports. Il doit être examiné dans la transparence. Cela justifie largement une véritable et utile enquête parlementaire, élément d'un débat public indispensable.

En produisant un mémorandum sur les épisodes de décembre 2010, la CGT va y contribuer.